



# RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2018

Exercice social | Du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin

# SOMMAIRE

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE .....	3
COMPTES SEMESTRIELS RESUMES .....	7
1. Etat de la situation financière consolidée .....	7
2. Compte de résultat consolidé .....	8
3. Tableau de flux de trésorerie .....	9
4. Variation des capitaux propres part du groupe .....	10
5. Annexes des comptes consolidés .....	11
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES .....	19
ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL .....	20

# RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

Le Conseil d'administration de la société s'est réuni en date du 12 septembre 2018 sous la Présidence de Monsieur Christian Aubert, afin de procéder à l'examen des comptes consolidés arrêtés au 30 juin 2018 pour l'activité au cours du premier semestre 2018. Ces chiffres sont présentés selon les normes IFRS.

## Commentaires généraux sur l'activité

Aubay a réalisé un excellent premier semestre 2018 avec un chiffre d'affaires de 197,346 M€ en hausse de 16,8% dont 8,9% à périmètre constant. Cette croissance se décompose en une hausse de 10,0% (purement interne) en France et 24,9% à l'International qui tient compte de la contribution du fonds de commerce italien. Hors fonds de commerce, la croissance à périmètre constant à l'International ressort à 7,7%.

Cette très bonne performance s'explique par :

- Un marché qui reste porteur sur l'ensemble des secteurs d'activité et une demande qui continue de progresser chez nos principaux clients. Dans ce contexte, Aubay continue de gagner des parts de marché en réalisant une croissance supérieure à son marché de référence (syntec).
- De nouvelles expertises (Digital Marketing, Big Data, Agilité, RPA..) qui rencontrent un vif succès et qui sont des nouveaux relais de croissance.
- Une organisation commerciale performante qui met l'accent sur l'augmentation des prix de vente, composante de la croissance interne, et qui permet d'améliorer les marges.

Cette performance a été réalisée avec un impact négatif de 1 jour ouvré au premier semestre.

En France, la croissance s'est accélérée entre le T1 & T2 et ressort respectivement à 9,3% et 10,7%. Le taux de marge opérationnelle d'activité s'améliore significativement de +1,1 points pour atteindre 9,2% du chiffre d'affaires. Le recrutement demeure difficile et les efforts permanents devraient permettre une augmentation plus significative des effectifs au second semestre, celui-ci étant historiquement plus favorable.

A l'international, la croissance organique est restée d'un excellent niveau avec une hausse de +9,6% au T2 en nette accélération par rapport au T1. La rentabilité opérationnelle d'activité est quasi-stable d'une année sur l'autre à 8,4% malgré l'intégration du fonds en Italie moins rentable que le périmètre historique. L'amélioration du taux de marge provient des zones Belgique/Luxembourg ainsi que de la zone Ibérique.

L'Italie s'est concentrée sur l'intégration du fonds de commerce et la mise en place des synergies commerciales qui ont permis de répondre à de nombreux appels d'offre de tailles significatives dans le secteur des Télécoms. Un gros effort a aussi été fourni dans les services administratifs afin d'améliorer les processus dont la facturation et la gestion du BFR en particulier sur le périmètre du fonds de commerce racheté sur le troisième trimestre 2017.

La zone Ibérique continue son fort développement tiré par le Portugal et l'installation de back-offices de grands groupes français (particulièrement Natixis à Porto). L'Espagne, avec le rachat des derniers intérêts minoritaires de Cast-Info, a lancé un processus de fusion juridique des deux entités restantes. Enfin, la zone Belgique/Luxembourg a réalisé un bon semestre avec des tarifs de vente en hausse sur la Belgique mais avec un recrutement qui reste difficile.

Le taux de productivité a été maintenu à un niveau élevé à 93,1% vs 92,8% un an plus tôt.

En M€	T2 2017	T2 2017 retraité*	T2 2018**	Var.	Var. CI	S1 2017	S1 2017 retraité*	S1 2018**	Var.	Var. CI
France**	44,6	44,6	49,3	10,7%	10,7%	92,4	92,4	101,6	10,0%	10,0%
International	39,2	38,2	48,6	27,0%	9,6%	78,0	76,6	95,8	24,9%	7,7%
<b>Total</b>	<b>83,8</b>	<b>82,8</b>	<b>97,9</b>	<b>18,2%</b>	<b>10,2%</b>	<b>170,4</b>	<b>169,0</b>	<b>197,4</b>	<b>16,8%</b>	<b>8,9%</b>

\* Retraité de l'impact lié à l'application de la norme IFRS15 en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018

\*\* y compris UK

Le résultat opérationnel d'activité atteint 17,5 M€ en hausse de 24,7% à comparer aux 14,0 M€ au 30 juin 2017. Le taux de marge opérationnelle d'activité ressort à 8,8% soit +0,5 points sur un an. Il se décompose en 9,2% en France et 8,4% à l'International.

L'effectif est en hausse par rapport au 31 décembre 2017. A fin juin, il s'élève à 5 913 collaborateurs à comparer aux 5 057 à fin juin 2017 et aux 5 848 à fin décembre 2017.

Les principaux résultats sont ainsi résumés dans les tableaux ci-dessous :

En K€	30/06/2018	30/06/2017 (1)	Var.
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>197 346</b>	<b>169 012</b>	<b>+16,8%</b>
Autres produits de l'activité	89	140	
Achats consommés et charges externes	(39 724)	(35 116)	
Charges de personnel	(137 684)	(117 739)	
Impôts et taxes	(1 692)	(1 601)	
Dotations aux amortissements et provisions	(835)	(836)	
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis		(18)	
Autres produits et charges d'exploitation	(43)	161	
<b>Résultat opérationnel d'activité</b>	<b>17 457</b>	<b>14 003</b>	<b>+24,7%</b>
<b>En % du CA</b>	<b>8,8%</b>	<b>8,3%</b>	
Charges liées aux actions gratuites et assimilées	(733)	(514)	
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>16 724</b>	<b>13 489</b>	<b>+24,0%</b>
<b>En % du CA</b>	<b>8,5%</b>	<b>7,9%</b>	
Autres produits et charges opérationnels	(695)	934	
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>16 029</b>	<b>14 423</b>	<b>+11,1%</b>
<b>En % du CA</b>	<b>8,1%</b>	<b>8,5%</b>	
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie			
Coût de l'endettement net	(249)	(30)	
Autres produits et charges financiers	94	145	
<b>Résultat financier</b>	<b>(155)</b>	<b>115</b>	
<b>Charges d'impôt</b>	<b>(4 847)</b>	<b>(4 402)</b>	
<b>Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalences</b>			
<b>Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession</b>	<b>11 027</b>	<b>10 136</b>	
<b>Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession</b>			
<b>Résultat net</b>	<b>11 027</b>	<b>10 136</b>	<b>+8,8%</b>
<b>En % du CA</b>	<b>5,6%</b>	<b>5,9%</b>	
Part du groupe	11 027	10 136	
Intérêts minoritaires	-	-	

(1) L'information comparative présentée au titre du premier semestre 2017 a été retraitée de l'effet rétrospectif en lien avec l'application de la norme IFRS 15.

		30/06/2018	30/06/2017	
			(1)	
En M€	CA	ROA* % CA	CA	ROA* % CA
<b>Groupe</b>	<b>197,3</b>	<b>8,8%</b>	<b>169,0</b>	<b>8,3%</b>
France	101,6	9,2%	92,3	8,1%
International	95,8	8,4%	76,7	8,5%

\*Résultat Opérationnel d'Activité

(1) L'information comparative présentée au titre du premier semestre 2017 et de l'année 2017 a été retraitée de l'effet rétrospectif en lien avec l'application de la norme IFRS 15.

Effectif fin de période	30/06/2018	30/06/2017
France	2 455	2 297
Belgique- Luxembourg	262	269
Italie	1 681	1 143
Espagne/Portugal	1 515	1 348
<b>Total</b>	<b>5 913</b>	<b>5 057</b>
Productif	5 472	4 693
% productif	92,5%	92,8%
Administratifs et commerciaux	441	364
<b>Total</b>	<b>5 913</b>	<b>5 057</b>

## Analyse des comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2018

### Résultats du Groupe

**Le chiffre d'affaires** du premier semestre 2018 s'établit à 197,3 M€ contre 169,0 M€ au premier semestre 2017 soit une hausse de 16,8%.

Le résultat opérationnel d'activité atteint 17 457 K€ à comparer aux 14 003 K€ du premier semestre 2017, soit une augmentation de 24,7% et un taux de marge qui ressort à 8,8% vs 8,3% un an plus tôt.

**Les autres produits et charges opérationnels** représentent une charge de 695 K€ à comparer à un produit de 934 K€ au premier semestre 2017. Les charges comprennent principalement des coûts de restructuration. Pour mémoire, en 2017, le résultat incluait un produit de 1355 K€ relatif à l'apurement et réévaluation de dettes liées au rachat d'intérêts minoritaires.

**Le résultat opérationnel** s'établit donc à 16 029 K€ contre 14 423 K€ ce qui représente une hausse de 11,1%.

**Le résultat financier** enregistre une charge nette de 155 K€ vs un produit de 115K€ en 2017 après la prise en compte d'un produit financier de 94K€ et d'un coût de l'endettement net de 249 K€.

**La charge d'impôt** s'élève à 4 847 K€ vs 4 402 K€ au S1 2017 soit un taux effectif d'impôt de 31% stable d'une année sur l'autre.

**Le résultat net** ressort à 11 027 K€ au premier semestre 2018 soit 5,6% du chiffre d'affaires (contre 10 136 K€ au premier semestre 2017) en progression de 8,8%. Le résultat par action s'élève quant à lui à 0,84 euros pour les 13 113 301 actions (nombre moyen pondéré d'actions) à comparer aux 0,78 euros et les 13 072 092 actions à la fin du premier semestre 2017.

### Etat de la situation financière consolidée

**La situation nette** atteint 151,7 M€ en augmentation de 7,9 M€ par rapport au 31 décembre 2017.

Les principales variations comprennent :

- La prise en compte du résultat net bénéficiaire de 11,0 M€,
- Le versement de dividendes aux actionnaires pour 3,2 M€,

Les **actifs non courants** s'établissent à 134,0 M€ sans variation significative d'une clôture sur l'autre.

Les **créances clients** nettes (déduction faite des produits constatés d'avance) s'établissent à 117,6 M€ au 30 juin 2018 à comparer à 102,1 M€ au 31 décembre 2017 en forte augmentation liée à la croissance générée et à l'augmentation du DSO. Le délai moyen d'encaissement (DSO) s'établit à 89 jours vs 81 au 31 décembre 2017. Cette augmentation s'explique par une saisonnalité historiquement défavorable au 30 juin.

La trésorerie **disponible** s'élève à 13,3 M€ contre 16,7 M€ six mois plus tôt.

**La dette financière brute** s'établit à 24,2 M€ au 30 juin 2018 à comparer à 22,2 M€ fin 2017. Au cours du semestre, deux nouveaux financements moyen terme ont été souscrits auprès de nos partenaires financiers pour un montant de 8 M€. Ils ont permis de financer d'une part le rachat des minoritaires en Espagne et d'autre part le besoin en fonds de roulement du fonds de commerce italien.

Il en découle une dette nette de 10,9 M€ vs 5,6 M€.

Par ailleurs, les principaux éléments qui ont impacté la dette nette sont résumés ci-dessous :

- des flux générés par l'activité à hauteur de 1,5 M€ après la prise en compte d'une variation de BFR négative de 10,6 M€,
- des investissements en immobilisations incorporelles et corporelles pour 1,3 M€,
- le rachat d'intérêts minoritaires pour 2,2 M€,
- le versement aux actionnaires de dividendes de 3,2 M€,
- la souscription de nouvelles dettes bancaires pour 8,2 M€,
- le remboursement de 6,0 M€ d'emprunts bancaires.

## Organisation

Aucune opération impactant l'organisation globale du groupe n'est à relever.

## Rachat de minoritaires, prise de participation ou cession d'entreprise, fusion

### Rachats de Minoritaires

En Espagne, et conformément aux engagements souscrits par la filiale espagnole Aubay Spain (filiale à 100% de Aubay SA) lors de la prise de contrôle de Cast Info en décembre 2015, un dernier rachat de participation est intervenu sur le premier semestre 2018, Aubay Spain portant sa participation à 100%. Un process de fusion juridique des entités Aubay Spain et Cast Info est engagé.

### Prise de participation

Aucune prise de participation n'a été opérée au cours du premier semestre 2018 au sein du groupe Aubay.

### Cessions de Participation/Cession de branches d'activités

Néant.

### Fusion

Aucune opération de fusion n'est à relever au sein du groupe au cours du premier semestre 2018.

## Principaux Risques et Incertitudes pour les Six Mois Restant de l'Exercice

Les facteurs de risques tels que présentés dans le document de référence publié par la société et déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers en date du 9 avril 2018 sous le numéro D.18-0305, n'ont pas subi d'évolution sensible au cours du semestre écoulé.

## Evénements Importants Intervenues depuis le 30 Juin 2018

Aucun évènement significatif qui serait intervenu depuis le 30 juin 2018 n'est à relever.

## Perspectives pour l'exercice 2018

Les indicateurs d'activité sur le 3ème trimestre sont dans la continuité de ceux du premier semestre. L'activité est portée par une puissante vague formée par la demande des principaux clients. L'activité du 2<sup>nd</sup> semestre va bénéficier de surcroît de 2 jours facturables de plus qu'au 2<sup>nd</sup> semestre 2017.

Par conséquent, le groupe révisé à la hausse son objectif de croissance organique pour l'exercice 2018 dans une fourchette de 7% à 9% contre 5% à 7% initialement annoncé, ce qui se traduit par un chiffre d'affaires désormais attendu à 400 M€.

La marge opérationnelle courante annuelle sera quant à elle comprise entre 9,5% et 10,5%, comme précédemment anticipé.

Le Conseil d'administration

# COMPTES SEMESTRIELS RESUMES

## 1. Etats de la situation financière consolidés

ACTIF (en K€)	30/06/2018	31/12/2017 (1)
Ecarts d'acquisition	124 101	124 101
Immobilisations incorporelles	649	726
Immobilisations corporelles	5 458	4 906
Titres mis en équivalence	-	-
Autres actifs financiers	1 893	1 920
Impôts différés actifs	1 858	1 645
Autres actifs non courants		
<b>ACTIF NON COURANT</b>	<b>133 959</b>	<b>133 298</b>
Stocks et en-cours	348	350
Clients et comptes rattachés	128 461	117 677
Autres créances et comptes de régularisation	37 100	34 978
Valeurs mobilières de placement	258	222
Disponibilités	13 016	16 442
<b>ACTIF COURANT</b>	<b>179 183</b>	<b>169 669</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>313 142</b>	<b>302 967</b>

PASSIF (en K€)	30/06/2018	31/12/2017 (1)
Capital	6 568	6 544
Prime d'émission et réserves consolidées	134 119	113 381
Résultats net part du groupe	11 027	23 937
<b>Capitaux propres - part du groupe</b>	<b>151 714</b>	<b>143 862</b>
Intérêts minoritaires	0	0
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>151 714</b>	<b>143 862</b>
Emprunts et dettes financières : part à + d'un an	13 753	11 828
Impôts différés passifs	2	2
Provisions pour risques et charges	5 483	5 491
Autres passifs non courants	4	4
<b>PASSIF NON COURANT</b>	<b>19 242</b>	<b>17 325</b>
Emprunts et dettes financières : part à - d'un an	10 428	10 404
Fournisseurs et comptes rattachés	25 175	26 932
Autres dettes et comptes de régularisations	106 583	104 444
<b>PASSIF COURANT</b>	<b>142 186</b>	<b>141 780</b>
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>313 142</b>	<b>302 967</b>

(1) L'information comparative présentée au titre de l'année 2017 a été retraitée de l'effet rétrospectif en lien avec l'application de la norme IFRS 15 – Voir paragraphe dans le chapitre des Règles et méthodes comptables « Application de la norme IFRS 15 au 1<sup>er</sup> janvier 2018 ».



## 2. Comptes de résultat consolidés

### Etat du résultat global consolidé au 30 juin 2018

(en milliers d'euros)	30/06/2018	%	30/06/2017	%
			(1)	
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>197 346</b>	<b>100%</b>	<b>169 012</b>	<b>100%</b>
Autres produits de l'activité	89		140	
Achats consommés et charges externes	(39 724)		(35 116)	
Charges de personnel	(137 684)		(117 739)	
Impôts et taxes	(1 692)		(1 601)	
Dotations aux amortissements et provisions	(835)		(836)	
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis			(18)	
Autres produits et charges d'exploitation	(43)		161	
<b>Résultat opérationnel d'activité</b>	<b>17 457</b>	<b>8,8%</b>	<b>14 003</b>	<b>8,3%</b>
Charges liées aux actions gratuites et assimilées	(733)		(514)	
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>16 724</b>	<b>8,5%</b>	<b>13 489</b>	<b>7,9%</b>
Autres produits et charges opérationnels	(695)		934	
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>16 029</b>	<b>8,1%</b>	<b>14 423</b>	<b>8,5%</b>
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie				
Coût de l'endettement net	(249)		(30)	
Autres produits et charges financiers	94		145	
<b>Résultat financier</b>	<b>(155)</b>		<b>115</b>	
<b>Charges d'impôt</b>	<b>(4 847)</b>		<b>(4 402)</b>	
<b>Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalences</b>				
<b>Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession</b>	<b>11 027</b>		<b>10 136</b>	
<b>Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession</b>				
<b>Résultat net</b>	<b>11 027</b>	<b>5,6%</b>	<b>10 136</b>	<b>5,9%</b>
Part du groupe	11 027		10 136	
Intérêts minoritaires	0		0	
Nombre moyen pondéré d'actions	13 113 301		13 072 092	
<b>Résultat par action</b>	<b>0,84</b>		<b>0,78</b>	
Nombre moyen pondéré dilué d'actions	13 214 801		13 175 892	
<b>Résultat dilué par action</b>	<b>0,83</b>		<b>0,77</b>	

(1) L'information comparative présentée au titre du premier semestre 2017 et de l'année 2017 a été retraitée de l'effet rétrospectif en lien avec l'application de la norme IFRS 15 – Voir paragraphe dans le chapitre des Règles et méthodes comptables « Application de la norme IFRS 15 au 1<sup>er</sup> janvier 2018 ».

## Etat du résultat global consolidé

(en milliers d'euros)

<b>Résultat net et gain et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>30/06/2018</b>	<b>30/06/2017</b>
Ecarts de conversion	(1)	(7)
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		
Eléments qui seront reclassés en résultat		
Ecarts actuariels sur régime de retraite	150	103
Autres incidences		
Eléments qui ne seront pas reclassés en résultat	149	96
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du groupe	149	96
<b>Résultat net rappel</b>	<b>11 027</b>	<b>10 136</b>
Gains et pertes comptabilisés en capitaux propres part groupe	149	96
<b>Résultat global part groupe</b>	<b>11 176</b>	<b>10 232</b>

### 3. Tableaux de flux de trésorerie consolidés

En K€	30/06/2018	30/06/2017
<b>Résultat net consolidé (y compris intérêts minoritaires)</b>	<b>11 027</b>	<b>10 136</b>
Résultat des mises en équivalences		
Dotations nettes aux amortissements et provisions	813	484
Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés	733	514
Autres produits et charges calculés	(31)	(1 355)
Produits de dividendes	(7)	(7)
Plus et moins-values de cession	(17)	89
<b>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt</b>	<b>12 518</b>	<b>9 861</b>
Coût de l'endettement financier net	249	30
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	4 847	4 402
<b>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt (A)</b>	<b>17 614</b>	<b>14 293</b>
Impôts versés (B)	(5 484)	(6 161)
Variation des clients et autres débiteurs (C)	(13 673)	(3 173)
Variation des fournisseurs et autres créditeurs (C)	3 039	694
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité (D) = (A+B+C)</b>	<b>1 496</b>	<b>5 653</b>
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(1 308)	(846)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		1
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières		
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières		
Variation des prêts et avances consenties	30	(68)
Décaissements (encaissements) liés aux regroupements d'entreprises nets de leur trésorerie		
Dividendes et subventions reçus	7	7
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (E)</b>	<b>(1 271)</b>	<b>(906)</b>
Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital		
Sommes reçues lors de l'exercice des stock-options	31	29
Rachats d'actions propres en vue d'annulation		
Rachats et ventes d'actions propres	31	(13)
Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice :		
- Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(3 151)	(3 008)
- Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	(18)	(486)
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	8 155	
Remboursement dettes financières	(6 025)	(4 697)
Intérêts financiers nets versés	(283)	133
Rachat d'intérêts minoritaires ne donnant pas le contrôle	(2 196)	(2 813)
Autres flux		
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financements (F)</b>	<b>(3 456)</b>	<b>(10 855)</b>
Incidence des variations des cours des devises (G)	(2)	(12)
Variation de trésorerie nette (D+E+F+G)	(3 233)	(6 120)
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</b>	<b>16 492</b>	<b>24 146</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</b>	<b>13 259</b>	<b>18 026</b>

#### 4. Variation des capitaux propres consolidés

	Capital social	Primes d'émission et réserves consolidées	Rnpg	Total part du groupe	Minoritaires	Total
<b>Capitaux propres au 1er janvier 2018</b>	<b>6 544</b>	<b>113 382</b>	<b>23 937</b>	<b>143 862</b>	<b>0</b>	<b>143 862</b>
Augmentation de capital	24	7	-	31	-	31
Paiements fondés sur des actions	-	(120)	-	(120)	-	(120)
Dividendes versés	-	(3 169)	-	(3 169)	-	(3 169)
Affectation du résultat	-	23 937	(23 937)	0	-	0
Résultat net de l'exercice	-	-	11 027	11 027	-	11 027
Variation titres d'autocontrôle	-	(73)	-	(73)	-	(73)
Transaction avec les intérêts minoritaires	-	-	-	0	-	0
Flux liés aux titres mis en équivalences	-	-	-	0	-	0
Autres mouvements	-	7	-	7	-	7
Autres éléments du résultat global	-	149	-	149	-	149
<b>Capitaux propres au 30 juin 2018</b>	<b>6 568</b>	<b>134 120</b>	<b>11 027</b>	<b>151 714</b>	<b>0</b>	<b>151 714</b>

	Capital social	Primes d'émission et réserves consolidées	Rnpg	Total part du groupe	Minoritaires	Total
<b>Capitaux propres au 1er janvier 2017</b>	<b>6 518</b>	<b>98 174</b>	<b>21 274</b>	<b>125 965</b>	<b>0</b>	<b>125 965</b>
Augmentation de capital	23	6	-	29	-	29
Paiements fondés sur des actions	-	381	-	381	-	381
Dividendes versés	-	(3 494)	-	(3 494)	-	(3 494)
Affectation du résultat	-	21 274	(21 274)	-	-	-
Résultat net de l'exercice	-	-	10 136	10 136	-	10 136
Variation titres d'autocontrôle	-	(1)	-	(1)	-	(1)
Transaction avec les intérêts minoritaires	-	-	-	-	-	-
Flux liés aux titres mis en équivalences	-	-	-	-	-	-
Autres mouvements	-	(32)	-	(32)	-	(32)
<b>Capitaux propres au 30 juin 2017</b>	<b>6 541</b>	<b>116 308</b>	<b>10 136</b>	<b>132 984</b>	<b>0</b>	<b>132 984</b>

#### 5. Annexes des comptes consolidés

##### *Règles et méthodes comptables*

Le Groupe Aubay établit ses comptes consolidés en conformité avec les normes IFRS (International Financial Reporting Standards) en vigueur au 30 juin 2018 telles qu'adoptées par l'Union Européenne. Les comptes intermédiaires sont établis selon les mêmes règles et méthodes que celles retenues pour l'établissement des comptes annuels. Les comptes semestriels consolidés résumés du premier semestre 2018 ont été préparés conformément aux dispositions de la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils n'incluent pas toutes les informations requises pour les comptes annuels et doivent être lus conjointement avec le rapport annuel 2017.

## Nouvelles normes et interprétations applicables en 2018

Les règles et méthodes comptables appliquées dans les états financiers semestriels sont identiques à celles utilisées dans les comptes annuels au 31 décembre 2017, à l'exception des nouvelles normes applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

En dehors de la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec les clients » et de ses amendements, les nouveaux textes obligatoirement applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 n'ont pas eu d'impact significatif sur les comptes consolidés du Groupe. Ils concernent :

- IFRS 9 « Instruments financiers »,
- Amendements à IFRS 4 « Interactions entre IFRS 4 et IFRS 9 »,
- Amendements à IFRS 2 « Classement et évaluation des paiements sur base d'actions »,
- Amendements à IAS 40 « Clarification sur les événements mettant en évidence un changement d'utilisation »,
- IFRIC 22 « Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée »,
- Améliorations annuelles des normes IFRS – Cycle 2014 / 2016.

## Application de la norme IFRS 15 au 1<sup>er</sup> janvier 2018

La norme IFRS 15, relative à la reconnaissance du chiffre d'affaires, a été adoptée par le Groupe au 1<sup>er</sup> janvier 2018, en utilisant la méthode rétrospective complète, impliquant un retraitement de l'exercice comparatif 2017 et la comptabilisation de l'impact cumulé dans les capitaux propres au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

L'impact de l'application de la norme IFRS 15 au 1<sup>er</sup> janvier 2018 sur les comptes consolidés du Groupe est limité aux activités d'achat-revente de matériels et de licences que le groupe peut être amené à réaliser pour le compte de ses clients.

En effet, la norme IFRS 15 modifie les principes et indicateurs applicables pour déterminer si le Groupe doit présenter ces transactions au compte de résultat en tant que « principal », à savoir sur une base brute (comptabilisation des achats réalisés auprès de fournisseurs tiers en charges d'exploitation, ou en tant qu'« agent », à savoir sur une base nette (chiffre d'affaires facturé au client net des montants facturés par le fournisseur). Selon la norme IFRS 15, il est considéré qu'une société agit en tant que « principal » si elle obtient le contrôle des matériels, logiciels et prestations de services avant de les transférer au client.

Les analyses effectuées ont abouti à la conclusion que les opérations réalisées par le Groupe Aubay devaient être présentées sur une base nette.

L'application rétrospective de la norme IFRS 15 se traduit par une réduction du chiffre d'affaires consolidé d'un montant de 4,9 M€ sur l'exercice 2017 et de 1,4 M€ au 30 juin 2017. Par ailleurs, le taux de marge d'activité s'établit à 9,7% du chiffre d'affaires retraité au 31 décembre 2017, soit +0,1 point.

Le montant des ajustements comptabilisés au titre de l'application rétrospective de la norme IFRS 15 pour chaque période présentée est illustré ci-après.

- Au compte de résultat consolidé

(en milliers d'euros)	30/06/2017 - Publié	Retraitements IFRS 15	30/06/2017 - Retraité
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>170 406</b>	<b>(1 394)</b>	<b>169 012</b>
Autres produits de l'activité	140		140
Achats consommés et charges externes	(36 510)	1 394	(35 116)
Charges de personnel	(117 739)		(117 739)
Impôts et taxes	(1 601)		(1 601)
Dotations aux amortissements et provisions	(836)		(836)
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis	(18)		(18)
Autres produits et charges d'exploitation	161		161
<b>Résultat opérationnel d'activité</b>	<b>14 003</b>	<b>0</b>	<b>14 003</b>
<b>En % du CA</b>	<b>8,2%</b>		<b>8,3%</b>
Charges liées aux actions gratuites et assimilées	(514)		(514)
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>13 489</b>	<b>0</b>	<b>13 489</b>
<b>En % du CA</b>	<b>7,9%</b>		<b>8,0%</b>
Autres produits et charges opérationnels	934		934
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>14 423</b>	<b>0</b>	<b>14 423</b>
<b>En % du CA</b>	<b>8,5%</b>		<b>8,5%</b>
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie			0,00%
Coût de l'endettement net	(30)		(30)
Autres produits et charges financiers	145		145
<b>Résultat financier</b>	<b>115</b>		<b>115</b>
<b>Charges d'impôt</b>	<b>(4 402)</b>		<b>(4 402)</b>
<b>Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalences</b>			<b>0,00%</b>
<b>Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession</b>	<b>10 136</b>		<b>10 136</b>
<b>Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession</b>			<b>0,00%</b>
<b>Résultat net</b>	<b>10 136</b>	<b>0</b>	<b>10 136</b>
<b>En % du CA</b>	<b>5,9%</b>		<b>6,0%</b>
Part du groupe	10 136		10 136
Intérêts minoritaires			0,00%

**Autres nouvelles normes non encore applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2018 ou non appliquées par anticipation**

Le Groupe a initié un projet de recensement et d'analyse des contrats concernés par l'application de la norme IFRS 16 « Contrats de location ». Ces travaux d'analyse se poursuivront jusqu'à la fin de l'exercice. Cette norme entrera en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Les états financiers ont été arrêtés par le conseil d'administration du 12 septembre 2018.

**Méthodes de consolidation** : La méthode de l'intégration globale est appliquée aux états financiers des sociétés dans lesquelles Aubay exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif. Ce contrôle exclusif s'apprécie en fonction de la majorité des droits de vote, ou de l'exercice contractuel ou de fait de la direction opérationnelle.

La méthode de la mise en équivalence est appliquée aux états financiers des sociétés desquelles Aubay exerce une influence notable sans toutefois exercer un contrôle exclusif. La comptabilisation par mise en équivalence implique la constatation dans le compte résultat de la quote-part de résultat de l'année de l'entreprise associée. La valeur comptable de la participation est ajustée du montant cumulé de sa quote-part des variations postérieures à l'acquisition des capitaux propres. La participation du groupe comprend le goodwill.

**Principes d'arrêtés des comptes** : Toutes les sociétés sont consolidées sur la base des comptes semestriels arrêtés le 30 juin 2018 et retraités, le cas échéant, en harmonisation avec les principes comptables du Groupe. Les sociétés entrantes dans le périmètre sont consolidées au moment du transfert juridique des titres acquis, il en est de même pour les sociétés sortantes. A cet effet, un arrêté comptable des sociétés acquises est réalisé.

**Conversion des états financiers des sociétés étrangères** : Seule la filiale au Royaume-Uni (Aubay UK) est concernée par les différences de change, toutes les autres entités du groupe étant en zone Euro.

- Les éléments d'actifs et de passifs sont convertis au taux de change de clôture ;
- Les produits, les charges et les flux de trésorerie sont convertis au taux de change moyen de l'exercice ;
- Toutes les différences de conversion en résultant sont comptabilisées en tant que composante distincte des capitaux propres.

**Ecarts d'acquisition** : L'écart d'acquisition constaté lors d'une prise de contrôle correspond à la différence entre le coût d'acquisition des titres et la part du Groupe dans l'actif net retraité de la société acquise. Cette différence de valeur se répartit entre :

- (1) Des éléments identifiables du bilan qui sont classés dans les postes appropriés et suivent les règles comptables qui leur sont propres.
- (2) L'écart d'acquisition pour le solde non affecté.

Le prix d'acquisition et son affectation doivent être finalisés dans un délai de 12 mois à compter de la date d'acquisition. Si l'écart d'acquisition est négatif, il est constaté en profit directement au compte de résultat.

Les frais d'acquisition que le groupe supporte dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisés en « autres charges opérationnelles » sur la période durant laquelle ils sont encourus.

Les engagements d'achat d'intérêts minoritaires (regroupement d'entreprises) sont assimilés à un rachat d'actions et sont à enregistrer en dette opérationnelle avec pour contrepartie une réduction des intérêts minoritaires l'année de leur comptabilisation (méthode de l'écart d'acquisition dit « complet »). Les montants comptabilisés sont calculés en fonction des engagements pris, principalement sur des multiples de résultat des filiales concernées. Les variations de dettes d'une année sur l'autre liées à d'éventuels changements d'estimations ont pour contrepartie les « autres produits et charges opérationnels ».

Les écarts d'acquisition sont soumis, dès l'apparition d'indices de perte de valeur et au minimum une fois par an à la clôture de l'exercice, à un test de dépréciation. Ce test de dépréciation consiste à comparer la valeur recouvrable des unités génératrices de trésorerie (UGT) ou des groupes d'UGT à la valeur nette comptable des actifs correspondants, incluant les écarts d'acquisition.

Les écarts d'acquisition sont affectés et font l'objet de tests de valeur par UGT ou groupe d'UGT, à savoir par zone géographique (France, Italie, Espagne, Portugal et Bélux), qui est le niveau de suivi du retour sur ces investissements. La politique du groupe est de tendre vers une seule entité juridique par zone géographique (intégration, puis fusion des sociétés).

La valeur recouvrable de chaque UGT ou groupe d'UGT correspond à la valeur d'utilité, déterminée sur la base de la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés (« discounted cash flows » ou DCF). Son évaluation est effectuée sur la base :

- de paramètres issus du processus budgétaire et prévisionnel, étendus sur un horizon de 5 ans, en fonction de taux de croissance et de rentabilité jugés raisonnables,
- d'un taux de croissance à l'infini qui avait été fixé à 2,5% au 31 décembre 2017 pour l'intégralité des UGT ou groupes d'UGT, sur la base de l'analyse de l'expérience passée et du potentiel de développement futur,
- d'un taux d'actualisation (WACC) appliqué aux flux de trésorerie projetés de 7,4% au 31 décembre 2017 pour l'ensemble des UGT ou groupe d'UGT (zone euro). Ce taux résultait de l'analyse de sources d'informations externes, notamment d'un benchmark provenant de bureaux d'analystes financiers.

Toutefois, il est considéré que la valeur recouvrable de chaque UGT ou groupe d'UGT ne peut pas être inférieure à 0,6 fois le chiffre d'affaires de l'UGT ou groupe d'UGT concerné, sauf circonstance particulière.

Lorsqu'une perte de valeur est constatée, l'écart entre la valeur comptable de l'actif et la valeur calculée est imputée en priorité sur les écarts d'acquisition et comptabilisé en « autres produits et charges opérationnels ».

Les pertes de valeur enregistrées au titre des écarts d'acquisition sont irréversibles.

#### **Immobilisations incorporelles :**

**Licences et logiciels** : Les licences et logiciels acquis en pleine propriété sont amortis linéairement sur une durée ne pouvant excéder 5 ans à l'exception des logiciels standards de faible valeur qui sont amortis prorata temporis sur l'exercice d'acquisition. Les logiciels et solutions développés en interne et dont l'influence sur les résultats futurs revêt un caractère bénéfique, durable et mesurable, sont immobilisés et font aussi l'objet d'un amortissement sur les mêmes durées.

Les coûts capitalisés des logiciels et solutions développés en interne sont ceux directement associés à leur production, c'est-à-dire les charges liées aux coûts salariaux des personnels ayant développé ces logiciels.

#### **Immobilisations corporelles :**

- (1) Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et amorties sur une durée correspondant à leur période prévisible d'utilisation.
- (2) Sauf exception, les plans d'amortissement sont les mêmes que ceux retenus pour les comptes sociaux (hors élément dérogatoire d'origine fiscale).

Le mode d'amortissement principal est le mode linéaire :

Constructions	20 ans
---------------	--------

Agencements et installations	5 à 10 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
Matériel et mobilier de bureau	3 à 5 ans

#### **Créances d'exploitation :**

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale. Elles sont appréciées individuellement et, le cas échéant, font l'objet d'une provision pour dépréciation pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

**Trésorerie :** La trésorerie comprend les liquidités immédiatement disponibles à la vente et qui ne présentent pas de risque significatif de perte de valeur à court terme. Les valeurs mobilières de placement figurent au bilan à leur coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constatée si la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition.

**Autocontrôle :** Les actions Aubay détenues par la société mère viennent en diminution des capitaux propres consolidés. En cas de cession, le résultat est neutralisé en variation des capitaux propres.

**Subventions et crédits d'impôts :** les subventions d'exploitation et crédits d'impôts sont inscrits en déduction des charges par nature qu'ils sont destinés à compenser (principalement dans les charges de personnel pour le CIR et le CICE).

**Provisions :** Le groupe applique les dispositions de l'IAS 37. Cette norme définit un passif comme un élément du patrimoine ayant une valeur négative pour l'entreprise, c'est-à-dire une obligation de l'entreprise à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Lors de la comptabilisation d'acquisitions, le groupe peut être amené à comptabiliser des provisions (risques, litiges...) dans le bilan d'ouverture. Ces provisions constituent des passifs qui viennent créer ou augmenter le montant de l'écart d'acquisition. Au-delà du délai d'affectation de 12 mois du bilan d'ouverture, les reprises de provision sans consommation correspondant à des changements d'estimation tels que définis dans les IAS 8 s'effectuent en contrepartie du compte de résultat dans la ligne « Autres produits et charges opérationnels ».

**Provisions pour retraite et engagements assimilés :** Conformément à l'IAS 19, le groupe comptabilise des avantages à long terme postérieurs au départ à la retraite ou conditionnées par l'accumulation d'années d'ancienneté au sein du groupe telles que les indemnités de départ à la retraite... Ces avantages peuvent revêtir différents types de couvertures :

- Régimes à cotisations définies : en vertu duquel le Groupe verse des cotisations définies auprès d'organismes externes. Les charges sont constatées au fur et à mesure de leur versement.
- Régimes à prestations définies : pour lesquels le Groupe a une obligation vis-à-vis des salariés. Les caractéristiques de ces régimes varient selon la législation et la réglementation applicable dans chacun des pays.

En France, les principales hypothèses actuarielles retenues pour valoriser les obligations liées aux régimes à prestations définies sont les suivantes :

- Age de départ : 67 ans
- Salaire moyen retenu 1/13ème de rémunération annuelle hors primes
- Progression des salaires : 1%
- Charges sociales : 45%
- Taux d'actualisation : 1,45%
- Taux de rotation : table propre à la société
- Taux de survie d'après la table INSEE 2017

En Italie, la provision correspond aux indemnités légales de fin de contrat (TFR ou *Trattamento di Fine Rapporto*). Ces indemnités sont comptabilisées chaque année sur la base d'une quote-part du salaire brut annuel et sont versées aux employés lors de la fin de leur contrat de travail.

En Espagne et en Belgique-Luxembourg, il n'existe pas d'engagements de retraite.

**Evaluation et comptabilisation des passifs financiers :** Les dettes financières à long terme comprennent essentiellement les emprunts auprès des établissements de crédit, les emprunts obligataires et les engagements de rachats de minoritaires.

Les emprunts obligataires sont évalués à la date de souscription à leur juste valeur, puis comptabilisés jusqu'à leur échéance selon la méthode du coût amorti. A la date de souscription de l'emprunt, la juste valeur correspond à la valeur des flux de décaissement futurs actualisés au taux du marché. En outre, les frais et les éventuelles primes d'émission sont imputés sur la juste valeur de l'emprunt. La différence entre la valeur nominale de l'emprunt et sa juste valeur telle que calculée ci-dessus est inscrite en capitaux propres. A chaque période suivante, la charge d'intérêt comptabilisée en compte de résultat correspond à la charge d'intérêt théorique calculée par application du taux d'intérêt effectif à la valeur comptable de l'emprunt. Le taux d'intérêt effectif est calculé lors de la souscription de l'emprunt et correspond au taux permettant de ramener les flux de décaissements futurs au montant initial de la juste valeur de l'emprunt. La différence entre la charge d'intérêt telle que calculée ci-dessus et le montant nominal des intérêts est inscrit en contrepartie de la dette au passif du bilan.



**Chiffre d'affaires** : Le chiffre d'affaires correspond au montant des prestations de services et des ventes de matériels liées aux activités courantes des sociétés consolidées par intégration globale.

La méthode de reconnaissance du chiffre d'affaires est fonction de la nature des prestations :

**Prestations Régie/Assistance technique** :

Le chiffre d'affaires réalisé au titre de prestations Régie est comptabilisé au fur et à mesure que le Groupe acquiert le droit de facturer le client, sur la base des temps effectifs passés par des consultants dans le cadre de l'exécution d'un contrat. Chaque obligation de prestation est reconnue en revenu à l'avancement, en fonction des heures passées, car le client reçoit et consomme de façon continue les avantages des prestations de services effectuées à la date considérée.

**Prestations Forfait** :

Pour les contrats relatifs à des prestations au forfait qui correspondent à des prestations d'intégration de systèmes et de développement de solutions, le chiffre d'affaires est comptabilisé à l'avancement, car :

- la prestation du Groupe améliore un actif dont le client obtient le contrôle au fur et à mesure de la prestation effectuée,
- ou le Groupe construit un actif spécifique au client, n'ayant pas d'usage alternatif, et le Groupe a un droit exécutoire à paiement au titre de la prestation effectuée à date en cas de résiliation du contrat.

Le Groupe applique la méthode des coûts engagés pour évaluer l'avancement : comparaison des coûts encourus à la date considérée à l'estimation totale des coûts à terminaison du contrat.

Si le coût de revient prévisionnel d'un contrat s'avère supérieur au chiffre d'affaires contractuel, une provision pour perte à terminaison est constatée.

**Activité de revente** :

Le Groupe peut être également amené à réaliser des transactions d'achat-revente de matériels et de licences pour le compte de ses clients. Il convient alors d'évaluer si le Groupe agit comme un mandataire (« agent ») ou pour son propre compte (« principal ») dans le cadre de l'opération d'achat et de revente.

Si le Groupe agit comme mandataire, la transaction est comptabilisée sur une base nette (chiffre d'affaires facturé au client net des montants facturés par le fournisseur).

**Autres produits et charges opérationnels** : Il s'agit de produits ou charges inhabituels, anormaux, non prédictifs et de montants significatifs. A titre d'exemple, ils incluent les coûts de restructuration, les dépréciations des écarts d'acquisition, les plus ou moins-values de cession, les coûts d'acquisition et d'intégration des sociétés acquises par le groupe...

**Options de souscriptions d'actions** : la norme IFRS 2 prévoit la comptabilisation en charge de la juste valeur des stock-options dès leur attribution aux salariés ou aux dirigeants. Les plans concernés sont postérieurs au 7 novembre 2002. Les options sont valorisées à l'aide d'un modèle « Black & Scholes », dont les paramètres incluent notamment le prix d'exercice des options, leur durée de vie, le cours de l'action à la date d'attribution, la volatilité implicite du cours de l'action, les hypothèses de rotation de l'effectif et le taux d'intérêt sans risque. La valeur exacte des options est fixée à leur date d'attribution. Cette valeur est amortie selon le mode linéaire.

**Actions gratuites** : des actions de performance sont consenties à un certain nombre de collaborateurs/mandataires sociaux du Groupe sous conditions de performance de marché et de présence (2 ans). L'indice boursier de référence est le « STOXX Europe TMI Software & Computer Services ». La juste valeur de l'action est déterminée par l'application d'un modèle conforme à IFRS 2 (« Monte Carlo ») qui inclut le cours de l'action à la date d'attribution, la volatilité implicite du cours de l'action, le taux d'intérêt sans risque, le taux de dividendes sur la période, cours de l'indice à l'attribution.

**Impôts sur le résultat** : La charge d'impôts est égale à la somme des impôts courants, des impôts différés, de la CVAE (Cotisation sur la Valeur Ajoutée sur les Entreprises) et l'IRAP équivalent de la CVAE en Italie. Concernant les impôts différés, il est tenu compte du délai de validité des déficits fiscaux fixé par les législations locales ainsi que des disponibilités d'utilisation des pertes reportables au vu de l'anticipation favorable des entités concernées pour apprécier la recouvrabilité des impôts différés actifs y afférents.

**Résultat par action** : Le résultat par action de base est obtenu en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat par action dilué est calculé en divisant le résultat net part du Groupe, retraité du coût financier net d'impôt des instruments dilutifs de dette, par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice majoré du nombre moyens d'actions à émettre des instruments dilutifs suivants : options de souscription et actions gratuites dans la monnaie au 30 juin 2018.

**Recours à des estimations** : L'établissement des états financiers selon les normes IFRS nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers, notamment en ce qui concerne les éléments suivants :

- l'évaluation des provisions et des engagements de retraites ;
- les évaluations retenues pour les tests de valeur ;
- la valorisation des paiements en actions ;
- l'évaluation des passifs financiers.

Ces estimations partent d'hypothèses qui sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

### **Indicateurs alternatifs de performance :**

Les indicateurs alternatifs de performance suivis par le groupe sont définis ci-dessous :

#### *Croissance interne/organique du chiffre d'affaires :*

Il s'agit de la croissance calculée sur la base d'un périmètre constant pour une période donnée en excluant le chiffre d'affaires des sociétés acquises ou cédées. Aubay exerce l'essentiel de son activité en zone euro et de fait n'est pas ou peu soumis aux impacts des effets de change.

#### *Résultat opérationnel d'activité :*

Cet indicateur correspond au résultat opérationnel avant la prise en compte du coût des actions gratuites et des autres produits et charges qui correspondent à des produits et charges opérationnels inhabituels, significatifs, peu fréquents, présentés de manière distincte pour faciliter la compréhension de la performance liée aux activités courantes.

#### *Résultat opérationnel courant :*

Cet indicateur correspond au résultat opérationnel d'activité après la prise en compte du coût des actions gratuites et avant les autres produits et charges qui correspondent à des produits et charges opérationnels inhabituels, significatifs, peu fréquents, présentés de manière distincte pour faciliter la compréhension de la performance liée aux activités courantes.

#### *Endettement net (ou trésorerie nette) :*

Cet indicateur s'obtient par différence entre la trésorerie et les dettes financières. Si le résultat est négatif, on parle de dette nette, et de trésorerie nette dans le cas contraire.

## **Notes annexes au bilan**

### *Evolution du périmètre de consolidation au premier semestre 2018*

Au cours du 1<sup>er</sup> semestre, aucune opération de croissance externe n'a été réalisée.

### *Ecart d'acquisition*

En K€	Début d'exercice	Acquisition/dotations	Cession/reprises	Fin exercice
Valeur brute	141 878	-	-	141 878
Amortissement	(17 777)	-	-	(17 777)
Valeur nette	124 101	-	-	124 101

### *Clients et comptes rattachés*

En K€	30/06/2018	31/12/2017
Valeur Brute	129 338	118 362
Dépréciation	(877)	(685)
<b>Valeur nette</b>	<b>128 461</b>	<b>117 677</b>
Produits constatés d'avance et clients créditeurs	(10 897)	(15 593)
<b>Créances clients nettes</b>	<b>117 564</b>	<b>102 084</b>
<b>Ratio clients en jours de chiffre d'affaires</b>	<b>89</b>	<b>81</b>

## Opérations sur actions propres au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2018

Nombre d'actions détenues au 01/01/18	7 281
Acquisitions/Cessions 2018 (en net)	1 247
Nombre d'actions détenues au 30/06/18	8 528

## Evolution des provisions

En K€	30/06/2018	31/12/2017
Provisions pour litiges	2 993	3 099
Provisions pour pensions et retraites	2 495	2 392
<b>Total</b>	<b>5 488</b>	<b>5 491</b>

## Ventilation des impôts différés

	Ouverture	Augmentation	Diminution	Clôture
Impôt différé actif	-	-	-	-
Reports fiscaux déficitaires	302	265	38	529
-Différences temporaires	1 343	27	41	1 329
<b>Total impôt différé actif</b>	<b>1 645</b>	<b>292</b>	<b>79</b>	<b>1 858</b>
Impôt différé passif	-	-	-	-
-Différences temporaires	2	-	-	2
<b>Total impôt différé passif</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2</b>

## Emprunts, dettes financières et trésorerie

Au 30 juin 2018

En K€	30/06/2018			2017
	Montant	A 1 an au plus	A plus d'un an	Montant
<b>Emprunt bancaire</b>	24 166	10 413	13 753	22 060
Banques créditrices	15	15	-	172
Autres dettes financières	0	-	-	0
<b>DETTES</b>	<b>24 181</b>	<b>10 428</b>	<b>13 753</b>	<b>22 232</b>
Valeurs mobilières de placement	258	-	-	222
Disponibilités	13 016	-	-	16 442
<b>DISPONIBILITES</b>	<b>13 274</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>16 664</b>
<b>(ENDETTEMENT NET)/TRESORERIE NETTE</b>	<b>(10 907)</b>	<b>(10 428)</b>	<b>(13 753)</b>	<b>(5 568)</b>

Trésorerie (en K€)	30/06/2018	31/12/2017
Disponibilités	13 016	16 442
Placements à court terme	258	222
découverts bancaires	(15)	(172)
<b>Total trésorerie</b>	<b>13 259</b>	<b>16 492</b>

### Engagements hors bilan

Aucun changement significatif ayant affecté les engagements hors bilan n'est à mentionner.

### Transactions avec les parties liées

Aucune transaction significative n'a eu lieu au cours du premier semestre 2018.

### Notes annexes au compte de résultat

#### Evolution de l'activité par zone géographique et par secteur

30/06/2018			30/06/2017	
			(1)	
En M€	CA	ROA* % CA	CA	ROA* %CA
<b>Groupe</b>	<b>197,3</b>	<b>8,8%</b>	<b>169,0</b>	<b>8,3%</b>
France/UK	101,6	9,2%	92,3	8,1%
International	95,8	8,4%	76,7	8,5%

\*Résultat Opérationnel d'Activité

(1) L'information comparative présentée au titre du premier semestre 2017 et de l'année 2017 a été retraitée de l'effet rétrospectif en lien avec l'application de la norme IFRS 15.

30 juin 2018

(en millions d'euros) - Secteur Opérationnel	France / UK	International	Total
<b>Zones géographiques</b>			
France / UK	101,6		101,6
Italie		49,7	49,7
Zone Ibérique		34,2	34,2
Bénélux		11,9	11,9
<b>Total</b>	<b>101,6</b>	<b>95,8</b>	<b>197,3</b>
<b>Secteurs d'activité des clients</b>			
Banque/Finance	47,4	28,7	76,1
Assurance et protection sociale	37,5	8,1	45,6
Administration	1,0	15,2	16,2
Services/Utilities	4,0	9,2	13,2
Industrie et transport	6,3	8,8	15,1
Télécom, Médias et jeux	4,4	24,4	28,8
Commerce et Distribution	1,0	1,4	2,4
<b>Total</b>	<b>101,6</b>	<b>95,8</b>	<b>197,4</b>
<b>Méthode de reconnaissance du chiffre d'affaires</b>			
Biens/services transférés progressivement	101,6	95,4	196,9
Biens/services transférés à un moment donné		0,4	0,4
<b>Total</b>	<b>101,6</b>	<b>95,8</b>	<b>197,3</b>

<b>30 juin 2017</b>			
<b>(en millions d'euros) - Secteur Opérationnel</b>	<b>France / UK</b>	<b>International</b>	<b>Total</b>
<b>Zones géographiques</b>			
France / UK	92,3		92,3
Italie		34,2	34,2
Zone Ibérique		30,7	30,7
Bénélux		11,8	11,8
<b>Total</b>	<b>92,3</b>	<b>76,7</b>	<b>169,0</b>
<b>Secteurs d'activité des clients</b>			
Banque/Finance	41,6	26,1	67,7
Assurance et protection sociale	35,1	8,6	43,7
Administration	0,5	13,4	13,9
Services/Utilities	4,1	11,0	15,1
Industrie et transport	5,3	9,5	14,8
Télécom, Médias et jeux	4,6	7,3	11,9
Commerce et Distribution	1,1	0,8	1,9
<b>Total</b>	<b>92,3</b>	<b>76,7</b>	<b>169,0</b>
<b>Méthode de reconnaissance du chiffre d'affaires</b>			
Biens/services transférés progressivement	92,3	76,5	168,8
Biens/services transférés à un moment donné		0,2	0,2
<b>Total</b>	<b>92,3</b>	<b>76,7</b>	<b>169,0</b>

<b>Au 30 juin 2018 (en K€)</b>	<b>France</b>	<b>International</b>	<b>Eliminations inter-secteur</b>	<b>Total</b>
Chiffre d'affaires	101 690	96 200	(544)	197 346
Autres produits de l'activité		90	(1)	89
Achats consommés	(13 131)	(15 555)	425	(28 261)
Charges externes	(4 116)	(7 454)	107	(11 463)
Charges de personnel	(72 988)	(64 696)		(137 684)
Impôts et taxes	(1 652)	(40)		(1 692)
Dotation aux amortissements	(367)	(452)		(819)
Dotation aux dépréciations et provisions	(16)	0		(16)
Autres produits et charges d'exploitation	(54)	(2)	13	(43)
<b>Total résultat opérationnel d'activité</b>	<b>9 366</b>	<b>8 091</b>	<b>0</b>	<b>17 457</b>
Autres produits et charges opérationnels	(989)	(439)		(1 428)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>8 377</b>	<b>7 652</b>	<b>0</b>	<b>16 029</b>

Au 30 juin 2017 (en K€)	France	International	Eliminations inter-secteur	Total
Chiffre d'affaires	92 369	76 982	(317)	169 012
Autres produits de l'activité		140		140
Achats consommés	(11 827)	(13 428)	258	(24 997)
Charges externes	(3 755)	(6 436)	50	(10 141)
Charges de personnel	(67 410)	(50 329)		(117 739)
Impôts et taxes	(1 569)	(32)		(1 601)
Dotation aux amortissements	(338)	(429)		(767)
Dotation aux dépréciations et provisions		(69)		(69)
Variation des stocks d'en-cours et produits finis		(18)		(18)
Autres produits et charges d'exploitation	40	112	9	161
<b>Total résultat opérationnel d'activité</b>	<b>7 510</b>	<b>6 493</b>	<b>0</b>	<b>14 003</b>
Autres produits et charges opérationnels	(676)	1 096		420
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>6 834</b>	<b>7 589</b>	<b>0</b>	<b>14 423</b>

### Charges de personnel

En K€	30/06/2018	30/06/2017
Rémunérations du personnel	101 333	87 244
Charges sociales	36 093	30 342
Dotation nette aux provisions pour retraite	258	153
<b>Total</b>	<b>137 684</b>	<b>117 739</b>
<b>CA Retraité IFRS 15</b>	<b>197 346</b>	<b>169 012</b>
Ratio Coût perso/CA	69,8%	69,7%

Effectif fin de période	30/06/2018	30/06/2017
France	2 455	2 297
Belgique- Luxembourg	262	269
Italie	1 681	1 143
Espagne/Portugal	1 515	1 348
<b>Total</b>	<b>5 913</b>	<b>5 057</b>

Productif	5 472	4 693
% productif	92,5%	92,8%
Administratifs et commerciaux	441	364
<b>Total</b>	<b>5 913</b>	<b>5 057</b>

### *Autres produits et charges opérationnels*

En K€	30/06/2018	30/06/2017
Charges non récurrentes	(695)	(421)
Plus et moins-values de cessions d'actifs	-	-
Réévaluation dette rachat intérêts minoritaires	-	1355
<b>Total</b>	<b>(695)</b>	<b>934</b>

Les charges non récurrentes sont composées principalement de coûts de restructuration.

### *Charges d'impôts*

En K€	30/06/2018	30/06/2017
Impôts exigibles	(5 060)	(4 238)
Impôts différés	213	(164)
<b>Total</b>	<b>(4 847)</b>	<b>(4 402)</b>

Les impôts exigibles se décomposent en 3,6 M€ d'impôts sur les bénéfices et 1,5 M€ de CVAE et IRAP (équivalent de la CVAE en Italie).

# RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2018

1 Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société AUBAY, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

## **I. Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les paragraphes « Nouvelles normes et interprétations applicables en 2018 » et « Application de la norme IFRS 15 au 1<sup>er</sup> janvier 2018 » du chapitre « Règles et méthodes comptables » de la partie 5 de l'annexe des comptes semestriels consolidés résumés qui exposent les impacts de l'application obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 des normes IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec les clients » et IFRS 9 « Instruments financiers ».

## **II. Vérification spécifique**

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris et Paris-La Défense, le 17 septembre 2018

Les Commissaires aux Comptes

BCRH & ASSOCIES

CONSTANTIN ASSOCIES  
*Une entité du réseau Deloitte*

François SORS

Philippe SOUMAH



## ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

« J'atteste que, à ma connaissance, les comptes semestriels consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice »

**Philippe Rabasse**

Directeur Général du Groupe Aubay